Art. 321 Introduction du recours

1 Le recours, écrit et motivé, est introduit auprès de l'instance de recours dans les 30 jours à compter de la notification de la décision motivée ou de la notification postérieure de la motivation (art. 239).

2 Le délai est de dix jours pour les décisions prises en procédure sommaire et les ordonnances d'instruction, à moins que la loi n'en dispose autrement.

3 La décision ou l'ordonnance attaquée doit être jointe au dossier, pour autant qu'elle soit en mains du recourant.

4 Le recours pour retard injustifié peut être formé en tout temps.

Art. 63 CPC inapplicable en procédure de recours
Cette règle ne concerne clairement que les ouvertures d'actions et non pas les recours (c. 1a). Cour d'appel civil du Tribunal cantonal (FR) 101 2011-210 del 7.9.2011

Assistance judiciaire en procédure de conciliation - Voies et délais de recours - Qualité pour recourir - Effet rétroactif exceptionnel
La décision fixant la rémunération du mandataire d'office peut être attaquée par recours; le délai de recours est celui applicable à la procédure au fond, et l'avocat désigné a un droit de recours propre au sujet de sa rémunération équitable (c. 1). L'octroi de l'effet rétroactif à une requête d'assistance judiciaire gratuite en vue d'une procédure de conciliation ne doit être admis que de manière exceptionnelle. De plus, il faut qu'il soit requis et motivé de manière circonstanciée au moment de la requête. Dans le cadre de la préparation de la procédure de conciliation, il ne saurait être question de déployer préventivement une activité intense qui permettrait – le cas échéant – de gagner du temps dans une éventuelle procédure devant le Tribunal régional, procédure que l'institution de l'autorité de conciliation vise justement à éviter dans la mesure du possible (c. 2a). Cour supre 2e Chambre civile (BE) ZK 12 18 del 1.3.2012

Contenu nécessaire du recours - conclusions sur le fond
Zum Inhalt der Beschwerdeschrift gehört jedenfalls dann ein Antrag in der Sache, wenn die Möglichkeit besteht, dass die Beschwerde nicht nur kassatorisch, sondern auch reformatorisch wirken könnte. In einer Kostenbeschwerde ist daher der Antrag zu beziffern und es ist nicht ausreichend, die Ansetzung einer "angemessenen" Gerichtsgebühr zu beantragen. Obergericht II. Zivilkammer (ZH) PF110013 del 21.6.2011

Décision de suspension - délai de recours
Les ordonnances d'instruction, soumises à un délai de recours de dix jours selon l'art. 321 al. 2 CPC, doivent être comprises dans un sens large et recouvrent en définitive tous les cas prévus à l'art. 319 let. b CPC, les « autres décisions » dont parle cette disposition n'ayant, dans la conception du législateur, qu'une portion congrue. Il en va donc ainsi de la décision de suspendre la procédure au sens de l'art. 126 CPC; le délai de recours est ansi de dix jours (c. 2). Chambre des recours civile (VD) HC / 2012 / 213 N. 97 del 9.3.2012 in JdT 2012-III p. 132

Demande de reconsidération - point de départ du délai de recours
Lehnt ein Gericht ein Wiedererwägungsgesuch ab, so führt dies nicht zur Neueröffnung der Rechtsmittelfrist gegen den ursprünglichen Entscheid. Dieser bzw. die darin getroffenen prozessualen Anordnungen bleiben unverändert in Kraft. Falls die Frist für die Anfechtung des ursprünglichen Entscheides bereits abgelaufen ist, können solche prozessualen Anordnungen deshalb nicht mehr auf dem Rechtsmittelweg angefochten werden. Konsequenterweise können sie deshalb auch nicht mehr Gegenstand eines gegen den negativen Wiedererwägungsentscheides erhobenen Rechtsmittels sein. Anderenfalls würde die Rechtsmittelfrist zur Anfechtung des ursprünglichen Entscheides ihre Bedeutung verlieren, könnte sonst doch eine Partei durch Stellung eines oder mehrerer Wiedererwägungsgesuche die gesetzlichen Rechtsmittelfristen umgehen und faktisch eine Wiederherstellung dieser Fristen erreichen (E. 3). Kantonsgericht (BL) 410 12 378 del 12.2.2013

Mainlevée de l'opposition - Recours - féries

Le prononcé de la mainlevée est un acte de poursuite auquel s'appliquent les règles des articles 56 ss LP sur les féries et les suspensions; ces mêmes règles s'appliquent à la procédure de recours en matière de mainlevée Cour civile du Tribunal cantonal (JU) CC 50 / 2012 del 30.10.2012

Obligation de motiver incombant au recourant
Il reclamo deve essere motivato (art. 321 cpv. 1 CPC), nel senso che il reclamante non può limitarsi a criticare la sentenza impugnata contrapponendo la propria opinione a quella del primo giudice, ma deve confrontarsi in maniera precisa e dettagliata con la motivazione della sentenza e far emergere chiaramente le ragioni per le quali la stessa dev'essere considerata manifestamente insostenibile. Tale obbligo di motivazione non è ossequiato quando le censure del reclamante sono rivolte essenzialmente all'operato della controparte, senza però pretendere che l'accertamento dei fatti operato dal primo giudice sia manifestamente errato. Camera civile dei reclami del Tribunale d'appello (TI) 16.2011.52 del 9.9.2011

Obligation de motiver incombant au recourant
Im Beschwerdeverfahren ist die Kognition der Rechtsmittelinstanz auf Rechtsverletzungen sowie offensichtlich unrichtige Sachverhaltsfeststellungen beschränkt. Dies gilt auch bei Beschwerden betreffend unentgeltliche Rechtspflege (E. 1.2-1.5). Kantonsgericht (BL) 410 2011 72/VHP del 3.5.2011 in BLKGE 2011-I Nr. 7 p. 47

Obligation de motiver incombant au recourant
Es ist notwendig, dass sich der Beschwerdeführer mit dem vorinstanzlichen Entscheid auseinandersetzt. Ein blosser Hinweis auf die Vorakten genügt nicht. Der Beschwerdeführer hat darzulegen, inwiefern der angefochtene Entscheid an einem Beschwerdegrund krankt. Bei der Rüge der unrichtigen Rechtsanwendung soll dargetan werden, welche unrichtigen Rechtsanwendungen von der Beschwerdeinstanz geprüft werden sollen. Bei der Rüge der offensichtlich unrichtigen Feststellung des Sachverhaltes muss die Sachverhaltsfeststellung schlechthin unhaltbar, d.h. willkürlich sein. Der Beschwerdeführer hat darzutun, warum eine bestimmte Feststellung offensichtlich unrichtig ist. Bei mangelhaften Begründungen ist keine Nachfrist zur Verbesserung gemäss Art. 132 ZPO anzusetzen, vielmehr ist auf die Beschwerde nicht einzutreten (E. 1). Kantonsgericht (BL) 410 11 343 del 4.1.2012

Obligation de motiver incombant au recourant - Décisions d'instruction - préjudice difficilement réparable
Die Voraussetzungen für die Anfechtung einer prozessleitenden Verfügung müssen in der Beschwerdeschrift substantiiert dargelegt werden und es ist aufzuzeigen, inwiefern der betroffenen Partei ein nicht leicht wiedergutzumachender Nachteil droht. Dies bedingt einerseits die konkrete Umschreibung des mit der Verfügung verbundenen, erheblichen Nachteils. Andererseits sind Ausführungen zur Frage notwendig, inwiefern und warum sich dieser Nachteil später nicht mehr leicht wiedergutmachen lassen soll (E. 2). Obergericht Zivilkammer (SO) ZKBES.2012.110 del 28.6.2012

Obligation de motiver incombant au recourant - moyen de la violation du droit
Anforderungen an die Begründung einer Beschwerde: Wird eine unrichtige Rechtsanwendung geltend gemacht, ist zwar darzulegen, welche Rechtsnorm nicht richtig angewendet worden ist und inwiefern dies der Fall sein soll. Es besteht jedoch kein Rügeprinzip im Sinne von Art. 106 Abs. 2 BGG, wonach nur explizit gerügte Rechtsverletzungen beurteilt werden. Vielmehr gilt auch im Beschwerdeverfahren der Grundsatz der Rechtsanwendung von Amtes wegen (E. 4). 2. Zivilkammer des Obergerichts (BE) ZK 12 665 del 5.3.2013

Qualité pour recourir
Selon l'art. 76 al. 1 LTF a qualité pour recourir en matière civile notamment celui qui a été privé de la possibilité de prendre part à la procédure devant l'autorité précédente (let. a), est particulièrement touché par la décision attaquée et a un intérêt digne de protection à son annulation ou sa modification (let. b). Cette qualité pour recourir doit valoir devant la cour de céans puisqu'on ne conçoit pas que l'accès à celle-ci soit plus restrictif que l'accès au Tribunal fédéral (c. 1a). Cour d'appel civile (VD) HC / 2012 / 116 n. 417 del 19.12.2011

Qualité pour recourir - Entraide judiciaire civile
Le CPC ne traite pas explicitement de la qualité pour appeler ou recourir. Le droit cantonal, respectivement le CPC à l'heure actuelle, doit admettre la qualité pour recourir devant ses autorités d'une manière au moins aussi large que la LTF pour le recours au Tribunal fédéral (Message concernant la révision totale de l'organisation judiciaire fédérale du 28 février 2001, FF 2001, p. 4110), notamment en matière d'entraide civile. Il en résulte que si une personne autre que le tiers requis a qualité pour recourir au Tribunal fédéral contre, par hypothèse, la production

ordonnée en exécution de la demande d'entraide, cette personne, de par le droit fédéral, a aussi qualité pour recourir au plan cantonal au même titre que le tiers requis (c. 1.3). Cour de Justice Chambre civile (GE) ACJC/223/2013 del 22.2.2013

Qualité pour recourir - Tiers - expulsion - sous-locataires

Le CPC ne traitant pas explicitement de la qualité pour appeler ou recourir, en principe seules les parties à la procédure principale disposent de cette qualité, tout comme leurs successeurs à titre universel ou particulier, ainsi que les parties intervenantes ou appelées en cause. Les tiers n'ont qualité pour recourir que si leurs intérêts juridiques sont touchés directement par la décision contestée. Le CPC prévoit notamment le recours du tiers contre une amende disciplinaire (128 al. 4 CPC), une sanction au sens de l'art. 167 CPC ou une décision d'exécution (art. 346 CPC) ; de l'enfant capable de discernement contre le refus de son audition en droit matrimonial (art. 298 al. 3 CPC) ; ou encore de l'expert pour contester la quotité de son indemnité (184 al. 3 CPC); cette liste n'est pas exhaustive, la qualité pour recourir pouvant également être reconnue au tiers astreint à produire des pièces, au témoin ou au conseil d'office qui entend contester la quotité de son indemnité, ou encore au tiers touché par une mesure procédurale, en particulier lorsque la contrainte est exercée. En droit du bail, etant-donné que la sous-location n'engendre pas de relations contractuelles directes entre le bailleur principal et le sous-locataire, même si le prononcé d'expulsion lui est opposable, le sous-locataire, qui n'est pas partie à la procédure d'expulsion, n'est pas touché dans ses intérêts juridiques, mais tout au plus dans ses intérêts de fait, par l'ordonnance d'expulsion; son appel est ainsi irrecevable. Cour d'appel civile (VD) Pron / 2013 / 246 n. 483 del 19.9.2013

Radiation du rôle - Recours en matière de frais - délai de recours

Die Frist für die Beschwerde gegen den Kostenspruch in einer Abschreibungsverfügung beträgt nur in Summarverfahren zehn, im Übrigen aber 30 Tage. Kantonsgericht (SG) BE.2012.42 del 27.9.2012

Recours envoyé à une autorité incompétente - restitution?

Beschwerde muss innert Frist an die Rechtsmittelinstanz gerichtet werden. Art. 63 ZPO ist auf Rechtsmitteleingaben, insbesondere Berufungs-und Beschwerdebegründungen, nicht anwendbar (c. 2.2.2). Es besteht kein allgemeiner Rechtsgrundsatz, nach welchem die rechtzeitige Einreichung einer Eingabe bei einer unzuständigen Behörde auch ohne ausdrückliche zivilprozessuale Vorschrift fristwahrend ist und entsprechend von einer Weiterleitungspflicht auszugehen ist (c. 2.2.3). Der Mangel der versäumten Beschwerdefrist könnte einzig durch eine Fristwiederherstellung nach Art. 148 ZPO geheilt werden; das Missachten der klaren und einfachen Rechtsmittelbelehrung ist aber kein nur leichtes Verschulden (c. 2.2.5) Obergericht II. Zivilkammer (ZH) RU110057 del 27.1.2012

Refus d'appel en cause - Voies de recours - délai de recours ?

Nonobstant la lettre de l'art. 82 al. 4 CPC, tant la décision d'admission que celle d'irrecevabilité de l'appel en cause peuvent faire l'objet d'un recours au sens des art. 319 ss CPC. Les textes allemands et italiens de l'art. 82 al. 4 CPC indiquent en effet que c'est la décision sur l'admissibilité de l'appel en cause qui est sujette à recours, et non la seule décision d'admission de l'appel en cause, comme l'indique de manière restrictive le texte français (consid. 2.4). Au vu de la nature particulière de la décision statuant sur l'admissibilité de l'appel en cause, qui est susceptible d'affecter tant le nombre des parties au litige et l'objet de celui-ci, on peut s'interroger sur la question de savoir si cette décision doit être considérée comme une ordonnance d'instruction (de sorte que le délai de recours de 10 jours prévu à l'art. 321 al. 2 CPC serait applicable), ou plutôt comme une "autre décision" au sens de l'art. 319 let. b ch. 1 CPC (de sorte que le délai de recours de 30 jours prévu à l'art. 321 al. 1 CPC serait applicable). Cour de Justice Chambre civile (GE) ACJC/906/2012 del 22.6.2012

Valeur litigieuse d'une mesure provisionnelle - Voie erronée de recours - pas de conversion

Bei Entscheiden über vorsorgliche Massnahmen, welche in einem Hauptverfahren ergehen, ist nicht der Streitwert der Klage entscheidend, sondern derjenige der umstrittenen vorsorglichen Massnahme (E. 1). Die ZPO stellt verschiedene Rechtsmittel mit verschiedenen Regeln zur Verfügung. Die Konversion eines Rechtsmittels darf deshalb nicht grosszügig vorgenommen werden, sondern soll nur ausnahmsweise zulässig sein; solche Ausnahmen können etwa bei Vorliegen einer falschen Rechtsmittelbelehrung bestehen, oder wenn unklar ist, welches Rechtsmittel einzureichen ist, oder bei lediglich falscher Bezeichnung (E. 3a). Das Rechtsmittelschrift wird nicht nur im Titel als Beschwerde bezeichnet, sondern auch sonst in der gesamten Eingabe. Überdies werden die Parteien durchgehend Beschwerdeführer und Beschwerdegegnerin genannt. Da in dieser Eingabe weder explizite Beschwerde- oder Berufungsgründe noch Gesetzesartikel der ZPO genannt werden, gibt es keinerlei Hinweise darauf, dass der Rechtsmittelkläger eine Berufung einreichen wollte und das Rechtsmittel lediglich falsch

bezeichnet hat. Vielmehr ist aus der genannten Eingabe zu schliessen, dass eben gerade die Einreichung einer Beschwerde beabsichtigt war. Es sind im vorliegenden Fall keine Gründe ersichtlich, aufgrund welcher ausnahmsweise eine Konversion zuzulassen wäre (E. 3c). Obergericht (BL) 410 11 320 del 31.1.2012 (N.B. Sentenza ispirata al processo formulare romano: non condivisibile la mancata conversione di un reclamo in appello, mezzo d'impugnazione perlaltro più ampio. È preferibile l'opinione contraria, ad es. Camera esecuzioni e fallimenti (TI) 14.2011.213 del 25.1.2012 c. 3)

Voie erronée de recours - conversion

La questione del valore litigioso non ha una rilevanza pratica poiché l'errata applicazione del diritto -ossia ciò di cui si duole in concreto la ricorrente - può essere parimenti censurata sia con il rimedio di diritto dell'appello (art. 310 lett. a CPC) che con quello del reclamo (art. 320 lett. a CPC) e poiché sotto questo profilo una conversione dell'uno nell'altro è senz'altro possibile, poiché il termine di ricorso - ossequiato- è il medesimo e poiché, in entrambi i casi, la competenza a pronunciarsi in merito spetta a questa Camera. Come tale, l'impugnazione dell'attrice è così ricevibile (E.3). Camera esecuzioni e fallimenti (TI) 14.2011.213 del 25.1.2012

Voie erronée de recours - conversion

Eine unrichtige Bezeichnung des Rechtsmittels schadet allerdings nicht (Art. 52 ZPO und Art. 18 OR analog). Praktisch ergeben sich kaum Probleme mit einer unrichtigen Bezeichnung, da Frist und Form für Berufung und Beschwerde gleich sind und auch die Kognition des Obergerichts nur wenig unterschiedlich ist. Einzig bei der Frage der aufschiebenden Wirkung besteht eine wesentliche Differenz (Art. 315 gegenüber Art. 325 ZPO); wenn es darauf ankommt, kann ein Hinweis der Rechtsmittelinstanz geboten sein. Das als Beschwerde bezeichneten Rechtsmittels ist daher als Berufung entgegen zu nehmen und zu behandeln (E. 1). Obergericht II. Zivilkammer (ZH) NQ110029 del 5.9.2011

Voie erronée de recours - conversion

Si un appel est interjeté en lieu et place d'un recours, ou vice-versa, et si les conditions de l'acte qui aurait dû être formé sont remplies, une conversion de l'acte déposé en acte recevable est exceptionnellement possible si cela ne nuit pas aux droits de la partie adverse; cette solution vaut aussi si la juridiction de première instance a indiqué de manière erronée des voies de droit selon l'art. 328 let. f CPC (c. 1.2). Cour de Justice Chambre civile (GE) ACJC/1350/2012 del 28.9.2012